

REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'UTILISATION DE CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE

Vu les articles 22 et 23 de la loi du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles.

Vu les articles 9 et 10 du règlement du 29 octobre 2008 d'application de la loi sur la protection des données personnelles.

1. Principe

Un système de vidéosurveillance dissuasive peut, après avoir obtenu l'autorisation du Préposé à la protection des données et à l'information, être installé sur le domaine public ou le patrimoine administratif communal dans le but d'éviter la perpétration d'infractions contre des personnes et des biens et d'apporter des moyens de preuve en cas de telles infractions. Il doit constituer, si possible en complément d'autres mesures, le moyen le plus adéquat pour atteindre le but fixé.

2. Délégation

La Municipalité est compétente pour adopter un règlement portant sur le but et les modalités des installations de vidéosurveillance, ainsi que sur les lieux sur lesquels elles sont mises en œuvre et déploient leurs effets.

3. Installations

Pour chaque installation, la Municipalité détermine l'emplacement et le champ des caméras, qui doivent se limiter à la mesure nécessaire pour atteindre le but fixé, en limitant les atteintes aux droits des personnes concernées.

4. Sécurité des données

Des mesures de sécurité appropriées sont prises afin d'éviter tout traitement illicite des données, notamment en limitant l'accès aux données enregistrées et aux locaux qui les contiennent. Un système de journalisation permet de contrôler les accès aux images.

5. Traitement des données

Les images enregistrées ne peuvent être visionnées qu'en cas d'infraction. Elles ne peuvent être traitées que pour atteindre le but fixé pour les installations de vidéosurveillance.

Les images ne peuvent être transmises qu'aux autorités chargées de poursuivre les infractions constatées.

6. Personnes responsables

La Municipalité désigne la ou les personnes autorisées à gérer l'installation de vidéosurveillance et à visionner les images.

La ou les personnes responsables prennent les mesures nécessaires pour prévenir tout traitement illicite ; elles s'assurent du respect des mesures de sécurité et des dispositions en matière de protection des données et en rendent compte à la Municipalité.

7. Informations

Les personnes se trouvant dans la zone surveillée doivent être informées de la vidéosurveillance par des panneaux d'information.

La Municipalité tient une liste publique et tenue à jour des installations de vidéosurveillance exploitées sur la base du présent règlement.

8. Horaire de fonctionnement

L'horaire de fonctionnement des installations est décidé par la Municipalité en fonction des nécessités pour atteindre le but fixé.

9. Durée de conservation

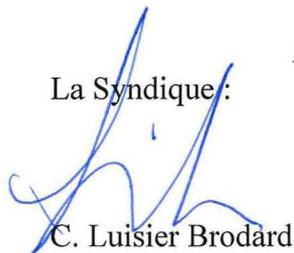
La durée de conservation des images ne peut excéder 96 heures, sauf si les données sont transmises conformément à l'article 5 alinéa 2.

Les images sont détruites automatiquement à la fin du délai de conservation.

10. Entrée en vigueur

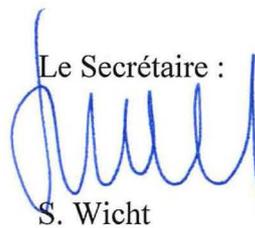
Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Chef du Département de l'Intérieur.

Adopté en séance de Municipalité du 5 juillet 2011.

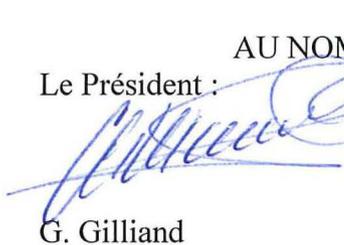
La Syndique:

C. Luisier Brodard

AU NOM DE LA MUNICIPALITE



Le Secrétaire :

S. Wicht

Adopté en séance du Conseil communal du 8 septembre 2011.

Le Président :

G. Gilliand

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL



Le Secrétaire :

R. Cusin

Adopté par le Chef du Département de l'Intérieur le - 7 MARS 2012





Commune de Payerne

MODIFICATION DU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'UTILISATION DE CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE

Le règlement communal relatif à l'utilisation de caméras de vidéosurveillance du 7 mars 2012, est modifié comme suit :

Vu la loi du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles (LPrD ; BLV 172.65)

Vu le règlement du 29 octobre 2008 d'application de la loi sur la protection des données personnelles (RLPrD ; BLV 172.65.1)

Art. 4

Sécurité des données

Des mesures de sécurité appropriées sont prises afin d'éviter tout traitement illicite des données, notamment en limitant l'accès aux données enregistrées et aux locaux qui les contiennent.

Un système de journalisation automatique permet de contrôler les accès aux images.

Art. 9

Durée de conservation

La durée de conservation des images ne peut excéder le délai prévu par la LPrD, sauf si les données sont transmises conformément à l'article 5 alinéa 2.

Les images sont détruites automatiquement à la fin du délai de conservation.

Entrée en vigueur

Les présentes modifications entrent en vigueur dès leur approbation par la Cheffe du Département des infrastructures et des ressources humaines. L'article 94, alinéa 2 de la loi sur les communes (LC ; BLV 175.11) est réservé.

Ainsi adopté par la Municipalité dans sa séance du 4 mai 2022

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ

Le Syndic :



E. Küng



La Secrétaire :



C. Thöny

Approuvé par le Conseil communal dans sa séance du 29.09.22

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Présidente :



A. Meylan



La Secrétaire :



E. Garrido

Approuvé par la cheffe du Département des institutions, du territoire et du sport le 16.09.22

